

# Poursuivre la mobilisation

Une fois de plus, la journée du 4 octobre a souligné la détermination des salariés. Ceux-ci, du secteur privé comme du secteur public, se sont à nouveau rassemblés massivement dans l'action, la grève et les manifestations. Ils ont ainsi unitairement réaffirmé leur hostilité à la politique gouvernementale.

A l'évidence, les « réponses » apportées par le Premier ministre ne sont pas de nature à satisfaire leurs légitimes préoccupations et exigences.

Dès lors, la question de la mobilisation est plus que jamais à l'ordre du jour.

Au niveau interprofessionnel et national, il convient de réfléchir aux formes que le mouvement doit aujourd'hui adopter. Comment poursuivre cette indispensable mobilisation, la renforcer, dans quel contexte unitaire... ?, ce sont les enjeux dont il nous faut débattre d'arrache-pied et de manière urgente avec les syndiqués et tous les salariés.

## DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Pas davantage que Dominique de VILLEPIN, Christian JACOB ne semble enclin à écouter véritablement les revendications des personnels et de leurs organisations.

Les réunions dites techniques qu'il a mises sur pied dans la première quinzaine d'octobre ne font que retarder l'ouverture de véritables négociations et/ou reprendre les vieilles recettes éculées et libérales qui tendent à remettre en cause les fondements du Statut général.

C'est pourquoi, la CGT a milité activement pour qu'une pression unitaire soit maintenue en permanence. C'est ce qui a permis d'aboutir à la lettre ouverte au Ministre le 18 octobre.

Bien entendu, cela ne saurait être suffisant.

Sur les salaires et la grille indiciaire, en particulier, il est impératif de continuer à placer l'intervention des personnels au cœur de notre construction revendicative.

C'est ce à quoi l'UGFF va continuer à s'employer, avec la ferme conviction que cette démarche participe à l'enracinement et au développement des luttes convergentes et solidaires.

## 100 % d'accord pour l'EDF 100 % publique

*Le gouvernement vient de décider de procéder à la privatisation partielle d'EDF, ayant jugé qu'il y avait un « environnement boursier favorable » (Sic).*

*Ainsi le moment serait propice pour transférer ce bien public qu'est EDF à l'appétit des chasseurs de dividendes.*

*Le problème, c'est qu'au-delà de la question de la période, il y a des questions de fonds qui sont posées.*

*Alors que s'annonce l'épuisement des réserves de pétrole et de gaz, n'est-il pas important, vital, de maintenir le secteur de l'électricité sous la responsabilité exclusive de la nation ?*

*Ne mesure-t-on pas combien la recherche de la rentabilité financière peut avoir comme effets destructurants, tant sur les indispensables politiques d'investissements à long terme de l'entreprise, que sur les questions de sécurité qui peuvent en résulter, ou encore sur la qualité du service et l'égalité de traitement, sur l'environnement, sur les prix.*

*Car les « engagements » obtenus par le gouvernement sur les tarifs ne valent que pour une période très limitée (voir ce qui se passe à Gaz de France), ceux qui sont relatifs au service public ne résisteront pas à la logique financière, et l'augmentation du capital n'est jamais que l'équivalent de ce que l'Etat a récupéré en 5 ans au titre des dividendes.*

*L'EDF 100% publique :  
c'est l'intérêt du pays et de chacun.*

## Le trait de l'actu.



par PJ